

Djibouti : l'Union européenne abandonne-t-elle les démocrates pour considérer Djibouti comme une zone militaire ?

Communiqué du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, Paris, 20 janvier 2014

Le 16 janvier 2014, les principaux leaders de l'opposition à la dictature djiboutienne, dont Ahmed Youssouf Houmed, président de l'Union de Salut National, ont été arrêtés puis libérés¹. Des marches pacifiques ont eu lieu le 17 janvier pour protester contre la répression et soutenir la coalition, et, de nombreuses autres arrestations ont eu lieu. La Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) parlent « **d'intensification de la répression policière et judiciaire** à l'encontre des partis politiques d'opposition, des journalistes indépendants et des défenseurs des droits de l'Homme »².

Près d'un an après les élections **législatives du 22 février 2013**, le **contentieux électoral n'est évidemment pas réglé**. Aucune dictature n'a jamais reconnu volontairement avoir inversé le résultat d'un scrutin parce que cette reconnaissance mettrait les responsables face à la vérité et la justice. Les résultats détaillés par bureau de vote qui, en toute vraisemblance, prouveraient l'inversion globale du résultat des législatives, n'ont jamais été publiés.

Les diplomaties françaises et européennes ont une responsabilité dans le blocage de la situation djiboutienne. Après le 22 février, une vision militaire s'est imposée : dès début mars, le passage à Djibouti de Maciej Popowski, Secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), directeur Politique de sécurité et prévention des conflits, venait assurer de son soutien le régime djiboutien en soulignant des progrès secondaires dans les processus électoraux, pour mettre l'accent sur « le rôle clé que Djibouti joue dans la lutte contre la piraterie maritime sévissant au large des côtes somaliennes »³.

Sous la pression d'une politique française, elle-même sous influence de l'armée, **la démocratisation de Djibouti est sacrifiée pour permettre la construction d'une politique européenne de défense** qui se réalise concrètement en Afrique. Aujourd'hui, Djibouti sert de faire-valoir dans la communication européenne sur la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), particulièrement pour valoriser la mission de renforcement des capacités maritimes en Afrique de l'Est et Océan indien, EUCAP Nestor⁴.

Le 27 décembre 2013, la loi autorisant la **ratification du traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti** a été promulguée⁵. Assemblée nationale et Sénat se sont contentés de considérer l'avis des militaires français, sans considérer correctement la situation politique⁶.

Le 4 juillet 2013, le Parlement européen avait, lui, « réitéré l'appel de l'Union européenne pour une **publication transparente des résultats du scrutin du 22 février 2013 pour chaque bureau de vote**. », et, « invité instamment le SEAE et la Commission, ainsi que leurs partenaires, à œuvrer avec les Djiboutiens à des réformes politiques à long terme, ce qui devrait être notamment facilité par la relation étroite qui existe déjà entre ces parties, compte tenu du fait que Djibouti est un partenaire essentiel dans la lutte contre le terrorisme et un acteur central de la région et que ce pays accueille des bases militaires. »

Une dictature n'accepte pas de se réformer et n'agit que par la répression. Cette situation bloquée à Djibouti démontre, là aussi, **l'impasse dans laquelle s'engagent les politiques françaises et européennes quand, actuellement, elles considèrent uniquement la paix, la sécurité, et optionnellement le développement, sans prendre en compte la démocratie**. Résultats essentiellement d'un rapport de force interne, les processus de démocratisation sont aussi influencés par les enjeux externes, qui dans le cas djiboutien, permettent au régime de perdurer.

¹ 16.1.14, communiqué USN: <http://ard-djibouti.org/communiqué-usn-lusn-interdite-de-commemorer-son-anniversaire-meme-de-son-qq-160114/>

² 16.1.14, FIDH et LDDH 'la répression s'intensifie' <http://www.fidh.org/fr/afrique/djibouti/14482-djibouti-la-repression-s-intensifie>

³ 4 mars 2013, Diplomatie Maciej Popowski à Djibouti, lanation.dj, rtd.dj

⁴ Vidéo promotionnelle de la PSDC et d'EUCAP Nestor : <http://eeas.europa.eu/csdp/missions-and-operations/eucap-nestor/>

⁵ <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=?cidTexte=JORFTEXT000028396027&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

⁶ 16.4.13, avis de la Commission de la défense nationale et des forces armées (AN) : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rapports/r0930.asp>

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique appelle les élus et partis français et européens à s'engager pour le **soutien de la démocratie en Afrique et sa prise en compte dans la conception et la mise en œuvre de la Politique de sécurité et de défense commune** et demande à l'Union européenne et au gouvernement français :

- **d'exiger fermement du gouvernement djiboutien la publication des résultats des législatives détaillés par bureau de vote, et de prendre en compte les conséquences du refus de les publier,**
- **de soutenir les démocrates et la construction de l'Etat de droit à Djibouti, au-delà des rappels sur les droits humains, nécessaires mais insuffisants,**
- **de ne soumettre la politique européenne à Djibouti ni aux objectifs de paix et sécurité à court terme, ni à la construction de la Politique de sécurité et de défense commune.**

Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique

20 signataires (19 le 20 + 1 le 22.1*): Comité de soutien à l'Union pour le Salut National (USN) Paris Ile-de-France (Djibouti), Mouvement pour le Renouveau Démocratique (Djibouti, USN), Fédération des Congolais de la Diaspora (Congo-Brazzaville), Ça suffit comme ça ! (Gabon), Alliance Nationale pour le Changement Ile-de-France (ANC-IDF, Togo), Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo - France (CACIT-France)*, Union des Populations du Cameroun, Forces Vives tchadiennes en exil, Rassemblement National Républicain (RNR, Tchad), Mouvement pour la Restauration Démocratique en Guinée Equatoriale (MRD), Survie, Afriques en lutte, Sortir du Colonialisme, Amicale panafricaine, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Ensemble (Fase, Gauche Anticapitaliste, Convergence et Alternative, Les Alternatifs, La Gauche-vraiment-Unitaire), Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti de Gauche, Parti Communiste Français, Europe Ecologie les Verts.

* * *

Plus d'informations sur la situation à Djibouti depuis les législatives

Djibouti : la répression s'intensifie

16 janvier 2014, Communiqué de la FIDH et la LDDH

<http://www.fidh.org/fr/afrique/djibouti/14482-djibouti-la-repression-s-intensifie>

Alhoumekani : séquestré arbitrairement au Yémen durant trois mois

6 janvier 2014, Affaire Borrel

<http://www.ardhd.org/alhoumekani.asp>

Djibouti : Lettre ouverte de l'USN France à Laurent Fabius et Catherine Ashton

12 juillet 2013, lettre du Comité soutien USN en France

<http://www.electionsafrique.org/Lettre-ouverte-de-l-USN-France-a.html>

Résolution du Parlement européen du 4 juillet 2013 sur la situation à Djibouti

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2013-0334&language=FR&ring=P7-RC-2013-0347>

Élections législatives du 22 février 2013 à Djibouti: dictature, fraudes et répression à l'ombre des bases militaires, quel changement dans la politique française et européenne?

18 février 2013, Communiqué du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique,

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-du-22.html>

Elections législatives à Djibouti, au Togo, au Cameroun, et en Guinée Conakry,

Lettre ouverte à l'attention de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

18 février 2013, Lettre du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-a-Djibouti.html>

* * *

Présentation du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique

<http://www.electionsafrique.org/>
<http://electionsafrique.org/Presentation-du-collectif-mise-a.html>

Le **Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique** se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française. Il a participé à de nombreux événements et manifestations, et a poursuivi depuis 2009 un travail sur les élections, les processus électoraux et les fraudes. Il constitue un espace de réflexion collective de plaidoyer et d'échanges entre partis politiques et associations, de France et d'Afrique. Le **Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique** s'est particulièrement investi sur certains événements et crises, en mettant l'accent sur les processus électoraux :

Décembre 2013, Tchad, Dossier d'information sur la réhabilitation impossible d'Idriss Déby

<http://www.electionsafrique.org/Tchad-2013-la-rehabilitation.html>

Novembre 2013, Togo, communiqué suite à la visite de Faure Gnassingbé à l'Élysée

<http://electionsafrique.org/Communique-et-si-le-terroriste-au.html>

Octobre 2013, Tchad, communiqué sur la politique française au Tchad

<http://www.electionsafrique.org/Communique-Tchad-combien-de-temps.html>

Septembre 2013, Cameroun, communiqué sur les législatives

<http://www.electionsafrique.org/Communique-Cameroun-legislatives.html>

Juillet 2013, Politique de la France en Afrique, communiqué sur l'influence militaire

<http://www.electionsafrique.org/Communique-Sortir-de-l-influence.html>

Mai 2013, Guinée Equatoriale, élections législatives, Communiqué sur pétrole et élections

<http://www.electionsafrique.org/Communique-du-Collectif-Guinee.html>

Avril 2013, Togo, affaire des incendies, lettre à Laurent Fabius

<http://www.electionsafrique.org/Togo-Lettre-du-collectif-a-Laurent.html>

Février 2013, Djibouti, Togo, Cameroun, Guinée, élections législatives : lettre ouverte à Assemblée Nationale

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-a-Djibouti.html>

Février 2013, Djibouti, élections législatives : communiqué

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-du-22.html>

Janvier 2013, Togo, élections législatives, lettre ouverte du collectif à l'Union européenne

<http://www.electionsafrique.org/Togo-elections-legislatives-Lettre.html>

Juillet 2012, Congo Brazzaville, élections législatives, communiqué du collectif

<http://www.electionsafrique.org/Elections-legislatives-des-15-et.html>

Décembre 2011, Gabon, élections législatives : dossier d'information (Survie)

<http://www.electionsafrique.org/Dossier-d-information-Legislatives.html>

Octobre 2011, Cameroun, élection présidentielle : dossier d'information, mobilisation et meeting

<http://www.electionsafrique.org/Election-presidentielle-du-9.html>

2010 : cinquante ans des indépendances : participation à organisation de la manifestation du 14 juillet 2010

<http://www.electionsafrique.org/Manifestation-du-13-Juillet-2010.html>

Mars 2010, Togo, élection présidentielle : mobilisation, plaidoyer vers Union Européenne et communiqué

<http://www.electionsafrique.org/Togo-Election-presidentielle-du-28.html>

Juin 2009, Mauritanie, déclaration du collectif

<http://www.electionsafrique.org/Mauritanie-declaration-du.html>

* * *

Élections législatives du 22 février 2013 à Djibouti: dictature, fraudes et répression à l'ombre des bases militaires, quel changement dans la politique française et européenne?

Communiqué du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, 18 février 2013

A l'approche des élections du 22 février 2013, le régime djiboutien a instauré un climat de terreur sur la population. Plusieurs leaders de l'opposition ont séjourné récemment dans les geôles du régime⁷, dont le porte-parole de la coalition l'opposition unifiée, l'Union pour le Salut National (USN), Daher Ahmed Farah, également président du MRD. Le 5 février 2013, Daher Ahmed Farah (DAF) a été arrêté puis libéré le lendemain, après une mobilisation à Djibouti et dans le reste du monde⁸. Toute l'opposition subit ce climat d'intimidation, qui vise à faire accepter au peuple djiboutien les fraudes massives que le régime prépare. Dans les derniers jours avant le scrutin, il est à craindre une accentuation des provocations.

Les seules élections pluripartites, depuis l'indépendance, qui se sont déroulées en 2003, avaient déjà été massivement fraudées au détriment de l'opposition unie (UAD), qui avait obtenu officiellement 40% des voix, et, en réalité, plus de 50% : le régime s'était attribué la totalité des sièges des députés à l'assemblée nationale s'appuyant sur le scrutin de liste majoritaire à un tour⁹. Aucune revendication n'étant acceptée, les élections suivantes ont été boycottées, et, une grande partie des leaders ont été contraints à l'exil.

C'est une nouvelle mascarade que le régime prépare. Le régime n'a pas rempli une seule des conditions pour la tenue des élections libres, transparentes et démocratiques. La très récente commission électorale, dont le président est un fonctionnaire de l'Etat, est entièrement sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Le processus de distribution des cartes électorales est totalement chaotique. Le pouvoir refuse d'inscrire des milliers de Djiboutiens sur les listes alors qu'il distribue des milliers de cartes électorales à des étrangers. L'opposition n'a pas accès aux médias nationaux qui ont pris fait et cause pour le parti du gouvernement, l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP). Le service secret djiboutien (SDS) s'installe pour faire peur devant les domiciles et les bureaux des leaders de l'opposition. Les fonctionnaires qui ont rejoint l'opposition sont licenciés sans ménagement et ceux qui rejoignent l'UMP bénéficient des jours de congés payés à la charge de l'Etat. Le président de l'USN (président du l'ARD), Ahmed Youssouf, et le porte-parole de l'USN (président du MRD), Daher Ahmed Farah, ont été interdits de candidature sous prétexte de double nationalité, alors que des candidats du parti au pouvoir dans le même cas ont été acceptés. La police et le gendarme harcèlent les militants et les leaders de l'opposition dans les meetings ou chez eux.

Depuis le 'printemps arabe' et les manifestations massives contre le 3^e mandat en février 2011, toute manifestation est interdite, mais l'opposition entend défendre le choix des Djiboutiens, le droit des Djiboutiens à choisir ses dirigeants. Le peuple espère une alternance démocratique, comme le montre la mobilisation dans les meetings de l'USN¹⁰, que les forces de l'ordre n'arrivent plus à empêcher. Beaucoup n'ont plus rien à perdre. Tout indique qu'en cas de fraudes manifestes le 22 février, actuellement prévisibles, la situation pourrait se dégrader rapidement. Le dictateur Ismaïl Omar Guelleh a pris exemple sur Ben Ali pour contrôler son pays, instaurant une répression sans aucune soupape.

L'affaire de l'assassinat du juge Borrel n'est toujours pas close. Sur la scène internationale, Djibouti est considéré comme une place de plus de plus en plus stratégique en raison du combat contre la piraterie en

⁷ Hassan Amine (PDD), Abdi Osman (UDJ) et Abdillahi Doualeh dit Sitiin (PND), après avoir été torturés et avoir purgé 10 mois de prison (1.8.11-30.5.1), attendent le jugement en appel, mis en délibéré; Mohamed Ahmed Jabha (FRUD), torturé féroce, est détenu depuis mai 2010 sans soins et sans procès.

⁸ Autre cas, les 14 et 15 février, deux leaders du parti Model, Abdi Guireh et Abourahman Bachir, ont été arrêtés le matin pour être libéré le soir, après une fouille de leur maison.

⁹ Un scrutin de liste majoritaire ou scrutin majoritaire plurinominal de listes de partis est un système de vote par liste. Chaque parti propose une liste. L'électeur choisit une liste. La liste ayant obtenu une majorité de voix obtient tous les sièges.

¹⁰ Meeting USN 9 février 2013 : <http://www.lavoixdedjibouti.com/2013/02/meeting-de-lusn-a-lavenue-nasser-le-9-fevrier-2013/>

Somalie, et parce que des bases militaires allemande et japonaise ont rejoint la française et l'américaine. Selon la FIDH, « depuis plus de dix ans, les opposants, les syndicalistes, les défenseurs des droits humains et les citoyens subissent une répression brutale qui s'intensifie à l'approche de chaque élection »¹¹, ajoutant que l'Union européenne « est le premier bailleur de fonds à destination de Djibouti où elle a décidé de renforcer sa présence ». L'UE s'y implique dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) avec la création du Centre de formation régional de Djibouti pour les affaires maritimes¹². Par rapport à cet investissement, l'envoi de deux experts techniques par l'UE ne peut qu'être négligeable et instrumentalisé¹³.

Dans ce pays où règnent misère et grande corruption, où une quasi-famine est annoncée, où une épidémie de paludisme se propage dans une zone sous 'blocus sanitaire'¹⁴, les loyers de ces bases, 30 millions de dollars par an pour la France, les USA et le Japon, sont détournés par le clan au pouvoir. L'argent des contribuables enrichit un régime dictatorial, qui se maintient par des élections fraudées et la répression. La sécurité des pays européens va-t-elle continuer longtemps de se faire aux dépens de la liberté des Djiboutiens ?

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique demande au gouvernement français et à l'Union européenne de sortir du silence et de s'engager pour soutenir la population djiboutienne dans son combat pour la démocratie.

Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique

Signataires : Alliance Républicaine pour le Développement (ARD, Djibouti, USN), Mouvement pour Renouveau Démocratique (MRD, Djibouti, USN), Association pour la Démocratie et le Développement (ADD, Djibouti), Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise (CODE, Bruxelles), Union des Populations du Cameroun (UPC), Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD, Congo Brazzaville), Ça suffit comme ça ! (Gabon), Mouvement pour la Restauration Démocratique en Guinée Equatoriale (MRD), Alliance Nationale pour le Changement en Ile-de-France (ANC-IDF, Togo), Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo – France (CACIT France), Mouvement du 4 mars pour la Libération du Togo (MoLiTo), Survie, Sortir du Colonialisme, Afriques en luttés, Gauche Anticapitaliste, Parti de Gauche, Europe Ecologie les Verts.

¹¹ Tribune FIDH+ACPasbl, 17.1.13, 'Djibouti : Le port de l'angoisse', <http://www.fidh.org/Djibouti-Le-port-de-l-angoisse-12786>

¹² Création du centre de formation régional de Djibouti de la Mission EUCAP Nestor de Renforcement des capacités maritimes régionales : http://www.eeas.europa.eu/piracy/regional_maritime_capacities_fr.htm

¹³ La Nation, journal proche du pouvoir, 17.2.13, 'Législatives 2013 La CNDH reçoit des experts européens' : <http://www.lanation.dj/m-news2.php?ID=1695>

¹⁴ Communiqué Ligue Djiboutienne des Droits Humains (LDDH), 11.2.13 : 'Djibouti : Levé de l'embargo sur une partie du pays', <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-est/djibouti/article/djibouti-leve-de-l-embargo-sur-une>